Cadre Stratégique Régional pour l'Emploi dans les Gouvernorats de Médenine et Tataouine

Données Générales :

Date d'édition : Février 2014

Structure de mise en œuvre : Bureau d'étude ACC dans le cadre de projet « Appui au relèvement économique, au développement du secteur privé et à la cohésion sociale pour une croissance inclusive en Tunisie » dans les gouvernorats de Médenine et Tataouine, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement en Tunisie en partenariat avec l'Office de Développement du Sud.

Structure bénéficiaire : Office de Développement du Sud et tous les acteurs régionaux.

Nature de l'étude :

Etude stratégique	x
Etude sectorielle	x
Recherche	
Document de travail/Rapport	

Les principaux domaines couverts par l'étude :

- Mécanismes de promotion de l'emploi.
- Evolution des mécanismes de promotion de l'emploi.
- Cadre stratégique de l'emploi.

Résumé :

Les éléments de diagnostic :

- La faible demande d'emploi salarié en raison des investissements privés limités (locaux et étrangers),
- L'inadéquation entre d'une part la demande et les besoins des entreprises locales en main d'œuvre, et d'autre part l'offre de compétences issue du dispositif d'éducation et de la formation professionnelle,
- La faible culture entrepreneuriale chez la population locale et le faible engouement pour le travail salarié dans le secteur privé,
- L'engagement d'une partie importante de la population dans des activités informelles en défaveur des emplois salariés « formels »,

- Le faible impact sur le développement économique de la région, des transferts d'argent de la population immigrée, malgré l'importance de ces transferts.

Les conclusions les plus importantes :

- La mise en œuvre d'une véritable politique d'emploi décentralisée avec une forte implication et « autonomie » des acteurs régionaux,
- La création d'un conseil régional pour l'emploi,
- Agir en amont sur le dispositif de formation pour prendre en compte les besoins de l'économie,
- La mise en place de partenariats avec des acteurs privés ou associatifs pour leur sous-traiter des prestations d'intermédiation et d'accompagnement,
- Insertion de l'économie informelle dans le dispositif formel.

Les recommandations les plus importantes :

- **Les processus de conception des mécanismes et les implications politiques en matière législative :**
 - Doter les conseils régionaux de développement du pouvoir et des moyens et en faire un organe représentatif et décisionnel,
 - Créer un Conseil régional de Développement de l'Emploi (COREDE) et le relier au conseil régional d'une part et au conseil national de l'emploi de l'autre,
 - Mettre en place des conseils locaux au niveau des délégations,
 - Elaborer et valider une politique régionale de l'emploi,
 - Créer deux fonds régionaux de développement économique et de promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat,
- **La philosophie des mécanismes et la prise en compte de la croissance inclusive:**
 - Reconfigurer les mécanismes de promotion de l'emploi pour privilégier l'employabilité et l'insertion et non plus la subvention sans contrepartie,
 - Adopter le principe que le coaching et l'accompagnement sont ouverts aux associations ou aux structures privées, qui auront conclu un partenariat avec les BETI,
 - Mettre en place un processus d'habilitation des prestataires privés ou associatifs,
 - Lancer des actions de communication pour valoriser l'emploi dans le secteur privé et l'entrepreneuriat,
 - Introduire et renforcer les formations, dès l'école, sur l'esprit entrepreneurial et les démarches à suivre,
 - Revoir la formation en entrepreneuriat au sein des centres de formation professionnelle,
 - Renforcer la formation à l'entrepreneuriat dans l'ensemble des filières de l'enseignement supérieur et instaurer des mesures d'encouragement à l'entrepreneuriat,
 - Lancer des appels à projets qui favorisent ceux qui vont dans le sens de l'économie inclusive,
 - Monter un programme d'intégration du secteur informel.

- **La mise en œuvre et la gouvernance des programmes :**
 - Appuyer le conseil régional pour l'élaboration d'un modèle de développement économique propre à la région,
 - Responsabiliser les institutions publiques régionales en leur confiant davantage de prérogatives en relation avec l'administration centrale,
 - Créer une agence régionale de promotion de l'investissement, en liaison avec l'ODS,
 - Créer une « Maison de l'entreprise » qui serait une évolution du statut du centre d'affaires,
 - Renforcer les capacités des organisations professionnelles et des associations,
 - Mettre en place un mécanisme d'évaluation indépendant et neutre.